

2017 : une autre voie pour l'avenir de la France

La France entre en ébullition. Pas une semaine ne se passe sans qu'un événement d'importance vienne chambouler le paysage.

C'est d'abord cette colère qui redouble. Colère du monde agricole, colère des cheminots, colère des fonctionnaires, des enseignants... Et, comme pour mettre en fusion ces révoltes, le gouvernement provocateur, adossé à un Medef militant, présente la loi El Khomri. Il faut mettre en échec le dynamitage des protections des salariés contenues dans le Code du travail qu'entend parachever cette loi après les remises en cause fondamentales inscrites dans les lois ANI (2013), Rebsamen et Macron.

Sous couvert de « simplification », l'objectif du projet de loi El Khomri/Valls/Macron est de soustraire l'adoption de mesures régressives en créant par le chantage un rapport de force favorable à l'employeur.

Prenons la mesure de ce qui se passe. Il n'y a pas seulement une réaction de colère ou de défense : un mouvement profond est en train d'émerger. Ce mouvement, qui s'appuie sur les réseaux sociaux, qui commence à faire bouger la jeunesse, dit que trop c'est trop, que « c'est maintenant qu'il faut bouger », que « c'est maintenant qu'il faut faire de la politique », que « c'est maintenant qu'il faut montrer qu'on vaut mieux que ça ».

Cette action prend force au moment où le débat est relancé à gauche. Nous avons eu raison de ne pas fermer cette porte et nous allons tout faire pour que convergent le débat relancé à gauche et les mouvements de luttes sociales et politiques qui émergent.

La situation peut-elle se déverrouiller ? L'espoir renaît que le peuple, les jeunes retrouvent la confiance, la voie de l'action et de l'union. De petits coins se déchirent dans les brouillards libéraux qui bouchaient l'horizon. La société est prête à se questionner à nouveau. Et il commence à se dire, à s'écrire que « nous valons mieux que ça » ! Nous ne devons pas rater le coche.

Dans le même temps, nous le savons bien, la défiance dans la politique reste immense. Les tensions et les divisions dans la société française n'ont pas disparu. De très nombreuses forces, politiques et patronales, travaillent à ce qu'une alternative ne puisse faire irruption. Après ses résultats aux élections intermédiaires, le Front national cherche à s'imposer comme une réponse à cette crise politique.

Ne pas rater le coche, c'est, dans les luttes et les mobilisations participer, pousser, faire converger, y être. Y poser le débat de perspective, non comme un ralliement à telle ou telle stratégie politique, telle ou telle candidature, mais pour que le mouvement définisse et garantisse ses propres solutions.

Dans quelle situation la France se trouve-t-elle à un an de la fin du quinquennat Hollande ?

En 2017, la France sera de nouveau avec l'élection présidentielle et les élections législatives face à un choix crucial pour son avenir. En 2012, elle s'est débarrassée de Nicolas Sarkozy et espérait un

changement avec François Hollande. Quatre ans plus tard, ce ne sont que renoncements, désillusions et trahisons.

Tout au long du quinquennat, le gouvernement et sa majorité parlementaire ont conduit la France dans une impasse économique, en particulier avec les 40 milliards d'euros du CICE versés aux entreprises sans aucun contrôle et le refus de toute tentative de réorientation de la politique bancaire et monétaire européenne. Le bilan de cette politique est sans appel : 700 000 chômeurs supplémentaires en quatre ans et la poursuite de la destruction du modèle social français, issu des luttes populaires et de la Résistance, pour servir les intérêts patronaux et financiers. Alors que de nombreux économistes prédisent un nouveau krach, de plus grande ampleur encore que celui de 2008, le gouvernement n'a tiré aucune leçon du passé et continue d'alimenter la crise.

Trois mois après les derniers attentats, la prolongation de l'état d'urgence et l'extension de la déchéance de nationalité sont inefficaces à assurer la sécurité des populations et bafouent les valeurs de la République. Elles visent en réalité à déplacer le débat politique national des enjeux sociaux aux questions sécuritaires et identitaires et à créer les conditions d'une nouvelle offensive réactionnaire.

La loi travail est une nouvelle étape dans la fuite en avant ultralibérale du gouvernement. Elle signifie la fin des 35 heures en dérégulant le temps de travail, facilite le licenciement et plafonne les indemnités prud'homales, renforce les pouvoirs du patronat, affaiblit les syndicats. Cette loi constitue la plus grave attaque contre les droits des travailleurs depuis la Seconde Guerre mondiale.

Cette crise économique se conjugue avec une crise politique historique, une véritable rupture démocratique. Des millions d'ouvriers, de salariés, d'électeurs de gauche se sont détournés des urnes au fur et à mesure des renoncements présidentiels. La confiance dans l'exécutif et dans tous les partis politiques est au plus bas. Et à l'issue des élections régionales, le Front national est à un niveau jamais atteint dans notre pays.

La crise écologique continue, elle aussi, de s'aggraver car aucune des mesures prises durant le quinquennat n'est au niveau de la gravité de la situation. L'application de l'accord de la COP21 nécessiterait qu'on tourne le dos aux dogmes libéraux du laisser-faire des puissances financières et du court-termisme alors que le gouvernement relance sa politique libérale.

Ainsi, à la veille des échéances de 2017, nous sommes dans une situation politique inédite. Si le scénario d'un match à trois entre le président sortant, le candidat de la droite et Marine Le Pen se confirme pour la présidentielle, les Français n'auront aucun espoir de voir leurs intérêts défendus et des solutions efficaces apportées à ces crises. Ce scénario étoufferait les aspirations populaires en interdisant leur représentation politique pour de longues années. Ainsi, l'action conjointe d'un couple présidentiel attaché à décimer la gauche, des forces nationalistes et réactionnaires libérées de toute inhibition et du patronat engageant avec les travailleurs une guerre sans limite ont radicalement changé les conditions politiques depuis 2012. Les échéances électorales de 2017 se situent dans un tout autre contexte.

Un affrontement est en cours entre celles et ceux qui sont attachés à la gauche et le clan gouvernemental qui a déjà dit « adieu à la gauche » et cherche à construire sur ses décombres un bloc social-libéral de type « démocrate » à l'américaine. Ainsi, ce n'est pas simplement l'issue des rendez-vous électoraux mais bien l'avenir de la gauche et du progrès social qui est en jeu, et par conséquent l'avenir de la France. Nous contestons fermement l'idée que la gauche est morte, non seulement parce que c'est faux mais aussi parce que ce discours est un piège tendu par nos adversaires pour diviser nos forces. Il n'y a pas deux gauches irréconciliables, c'est la politique de

Hollande, Valls et autres Macron, soutenue par la direction du PS, qui est irréconciliable avec la gauche. Nous sommes déterminés à agir pour la construction d'une gauche combative qui agit au service des intérêts populaires. Nous avons conscience que cette gauche devra réinventer ses pratiques et ses projets.

Aujourd'hui, des millions de femmes et d'hommes sont disponibles pour chercher et trouver une autre voie pour la France. Ce sont les électeurs du Parti communiste et du Front de gauche, une majorité des électeurs écologistes et socialistes et avec eux toutes celles et ceux qui boudent les urnes. Désorientés et démobilisés un temps par les choix du président de la République, aujourd'hui ils disent « stop ». Ils sont très nombreux aussi dans les syndicats, dans les associations, notamment celles qui agissent dans l'urgence sociale, les droits humains, la laïcité, l'éducation populaire, l'économie sociale. Et combien de travailleurs, d'ouvriers, d'employés, d'enseignants, de chercheurs, humiliés par le manque de considération, dans leurs conditions de vie, sont disponibles pour redonner un vrai sens, une vraie valeur à leur travail. Combien sont-ils parmi les intellectuels, les artistes, les créateurs, écœurés de voir que le gouvernement qu'ils avaient soutenu a pris le visage honteux de l'austérité et de la lâcheté devant le pouvoir de l'argent ? Et combien sont-ils parmi ces jeunes qui n'acceptent pas d'être précarisés à vie ? Ces hommes et ces femmes, qui sont le peuple et qui sont la gauche, ne veulent plus voir le clan Hollande piétiner leurs valeurs, parler en leur nom et gouverner en les divisant.

Le Parti communiste veut ouvrir la voie au rassemblement de ces femmes et ces hommes.

Contribuons à un débat où ces forces diverses se retrouvent pour dire ce qu'elles souhaitent, jusqu'où elles veulent aller ensemble et dans quelles conditions, participons à la mise en mouvement d'un nombre immense de femmes et d'hommes. Cette orientation n'est pas nouvelle. Nous avons de longue date tiré enseignement des échecs des combats de la gauche et de nos propres combats en disant que la mise en mouvement du peuple dans une démarche collective, populaire et citoyenne est la clé d'un succès de la transformation sociale. Et nos efforts, depuis, ont consisté à créer les conditions de ce mouvement. Nous y sommes parfois parvenus, par exemple dans le combat de 2005 contre la constitution libérale européenne. C'est aussi ce que nous avons décidé de faire en lançant le Front de gauche. Il nous a permis de progresser dans l'unité des forces antilibérales, de renforcer le combat contre l'austérité. Avec « L'humain d'abord », nous avons réussi à construire du commun, nous avons véritablement su créer une espérance collective. Des débats ont aussi traversé ce rassemblement, notamment sa vocation majoritaire pour laquelle le PCF n'a cessé d'agir. Même si nous ne sous-estimons pas les difficultés qu'il rencontre, nous restons attachés au Front de gauche et à sa démarche et nous militons pour la redéployer dans un mouvement plus large, plus populaire et plus citoyen. Nous le disions lors de notre précédent congrès en 2013, « *à chaque fois que nous le pouvons, nous voulons œuvrer à rassembler toutes les forces disponibles afin d'ouvrir des brèches au changement* ». Et, à propos du Front de gauche, nous ajoutions : « *En poursuivant sur le chemin où nous sommes engagés, nous voulons en faire le lieu où la politique devient, de façon de plus en plus irrésistible, l'affaire de toutes et de tous, l'affaire du peuple, contribuant à l'émergence d'un nouveau front populaire* ». Nous ne nous résignons pas à la situation de division d'un mouvement qui a suscité tant d'espoirs.

Cette démarche, celle qui a présidé à la création du Front de gauche, il s'agit de la poursuivre et d'en écrire une nouvelle étape dans les conditions inédites d'aujourd'hui, car nous sommes dans une situation grave, à un tournant sans doute de l'histoire politique du pays. Nous avons la responsabilité

de proposer une initiative de rassemblement telle que le Parti communiste français a su les prendre aux grands moments de son histoire. C'est un nouveau front populaire et citoyen, un nouveau front social et politique, que nous voulons contribuer à faire émerger en rassemblant les forces de la gauche et de l'écologie politique, les forces syndicales, le mouvement social, le monde du travail et de la création pour ouvrir un chemin neuf d'espoir pour la France, pour écarter le danger de la droite et de l'extrême droite, pour construire une nouvelle majorité.

Comment inscrire cette visée dans les échéances d'aujourd'hui ?

La majorité que nous voulons construire, c'est d'abord une majorité populaire unie pour un nouveau projet.

Le niveau des luttes sociales et des mouvements populaires et citoyens est absolument décisif pour construire le rassemblement que nous voulons. Les communistes contribuent à ces mobilisations avec d'autres. Elles sont indispensables pour résister aux politiques mises en œuvre aujourd'hui par le pouvoir et le patronat et gagner de nouvelles avancées sociales et démocratiques. Mesurons combien le développement de la lutte contre le projet de loi El Khomri ou contre le projet de révision constitutionnelle peut être déterminant pour installer un rapport des forces plus favorable pour la suite. Tout ce qui sera arraché et obtenu dans les prochaines semaines comptera pour la suite.

Les luttes, nécessaires pour résister et gagner, sont aussi des moments de prises de conscience des enjeux dans lesquels les débats politiques et d'alternative peuvent s'accélérer. Ces débats porteront sur la conquête des pouvoirs. Pour ce qui concerne le PCF, nous voulons conquérir les pouvoirs à tous les niveaux, comme points d'appui aux luttes et nous n'avons une posture du « tout ou rien » en aucun domaine. Ces débats favorisent les rassemblements.

Constituer un nouveau front populaire et citoyen nécessite des initiatives politiques de très grande ampleur et envergure. Encore très éparses, des propositions politiques commencent à s'esquisser dans le paysage, en réponse aux souffrances sociales et démocratiques et dans la perspective des échéances électorales de 2017. Le Parti communiste en a lui-même initié à l'image des « lundis de gauche » en février et mars 2016. Les communistes veulent contribuer à la convergence de ces initiatives diverses. Sur l'emploi, le PCF engage une campagne politique et citoyenne dans la perspective d'une société sans chômage sur le thème : « zéro chômage, pour une société de partage ».

La grande consultation citoyenne pour un mandat populaire en 2017.

Le PCF entend ouvrir une discussion politique avec notre peuple. Depuis notre dernier congrès, nous avons réalisé de nombreuses conventions thématiques sur le travail, l'Europe, l'industrie, la Révolution numérique, l'école. Nous mettons en débat un texte de référence : « la France en commun », nous débattons de notre projet, de notre parti. Nous voulons faire plus, mieux et en plus grand. Cette discussion politique va prendre des formes multiples. La rencontre avec les citoyennes et citoyens est déjà au cœur de notre pratique. Nous savons combien la défiance est profonde à l'égard de la politique, nous savons combien la déception est grande à l'égard de « la gauche ». À l'heure où un nombre croissant a le sentiment de ne jamais avoir réellement la parole, nous voulons

produire un événement politique majeur pour que notre peuple reprenne la main, pour refaire de la politique un champ ouvert, une affaire populaire. Cette campagne prendra notamment la forme d'une campagne nationale, intitulée « la grande consultation citoyenne » nous permettant d'aller à la rencontre de 500 000 personnes d'ici à la fin de l'été afin d'ouvrir le débat politique sur la base de leurs préoccupations et de nos propositions. Nous voulons ainsi nouer le dialogue, faire reculer les idées reçues qui nourrissent les divisions populaires, recréer de l'espoir. Avec « la grande consultation populaire », nous proposons d'écrire à des milliers de mains un mandat populaire pour 2017. Nous voulons, dans cette discussion, trouver les moyens d'agir ensemble, de mobiliser les énergies disponibles, d'ouvrir des voies nouvelles. Cette initiative nationale fera l'objet d'une restitution publique pour rendre incontournables la parole et les exigences populaires.

Nous ne voulons pas d'une démarche de sommet, nous voulons un peuple acteur.

La majorité que nous voulons devra être aussi une majorité parlementaire qui rende des comptes au peuple et non au Président.

La réforme sur le quinquennat et l'inversion du calendrier, plaçant les élections législatives cinq semaines après l'élection du président de la République a été voulue pour favoriser l'élection d'une majorité aux couleurs de la Présidence, installant de fait une domination des deux partis PS et LR sur la vie politique avec le concours des médias dominants.

Ainsi, le président de la République et son parti pèsent sur l'exercice réel du suffrage universel et permettent d'élire des député-e-s lié-e-s à lui par le sceau de la « filialité ».

Depuis plusieurs décennies, la dérive oligarchique et les choix politiques conciliants avec les dogmes du libéralisme conduisent la France au désastre !

Le PCF ne cesse de se mobiliser pour mettre un coup d'arrêt à ces politiques de dessèchement de la démocratie, et entend promouvoir davantage de démocratie citoyenne et représentative.

Avec son projet « La France en commun », le PCF porte des réflexions, des propositions qui ne sont pas exhaustives ; elles sont formulées pour être critiquées, enrichies, remaniées. L'ensemble des propositions sont inscrites dans de grands combats émancipateurs menés ou à construire.

S'agissant des institutions nationales, nous devons inverser la logique présidentielle, notre pays a besoin d'un Parlement fort de sa légitimité populaire et d'une Assemblée nationale élue au scrutin proportionnel, avant l'élection présidentielle, afin d'être davantage représentative de ce que pense et veut le peuple !

Il est temps de construire une VI^e République !

Les élections présidentielle et législatives de 2017 vont être l'occasion pour les femmes et les hommes de notre pays d'exprimer leur volonté d'une politique en faveur de leurs droits et de leurs espoirs, refusant ainsi un avenir sacrifié où la compétitivité et la rentabilité, la sécurité à outrance et ses dérives sécuritaires ne font d'eux que des sacrifiés, des ignorés, des oubliés, des humiliés.

Ces législatives doivent être le lieu de la confrontation sur les solutions et les conditions pour construire la France de progrès social et démocratique.

La politique du gouvernement est discréditée. Le PCF a de tout temps été l'adversaire de la droite et de l'extrême droite et entend le rester plus que jamais.

Les deux scrutins, présidentiel et législatif, sont intimement liés et engagent des enjeux respectifs.

Le PCF entend présenter ou soutenir dans toutes les circonscriptions des candidat-e-s afin de faire élire des femmes et des hommes porteurs d'orientations politiques résolument de gauche, des député-e-s qui demain tiendront leurs promesses. Le peuple a besoin d'élu-e-s qui lui ressemblent et qui le défendent jusqu'au cœur de l'hémicycle.

Alors comment faire ?

Avec les acteurs du Front de gauche, les femmes et les hommes qui se reconnaissent dans les valeurs de gauche et de progrès, nous souhaitons contribuer à la formation d'un véritable mouvement social et citoyen.

Nous proposons de construire dans chaque circonscription des « États généraux » qui se nourrissent des rencontres et des échanges réalisés lors de la grande consultation citoyenne.

Dans un très large rassemblement des forces de gauche et progressistes, les candidat-e-s s'engageraient sur un contrat démocratique et d'intégrité. Élu-e-s, les député-e-s rendraient compte régulièrement de l'exercice de leur mandat devant les citoyens acteurs des « états généraux ».

Cette construction, liée à la présidentielle, implique dès aujourd'hui que se rassemblent largement des citoyens prêts à être partie prenante de ce processus. Le PCF, pour sa part, se réunira lors d'une conférence nationale pour contribuer aux contenus de ces deux campagnes et proposera des femmes et des hommes qui pourraient le moment venu en être les porte-parole, les candidat-e-s.

Ces élections doivent permettre que se rassemblent des millions d'hommes et de femmes qui ne veulent pas se résigner aux renoncements de la gauche, qui ne veulent pas de la droite et de l'extrême droite, qui espèrent contribuer à une société plus égalitaire, plus juste et fraternelle et qui, tout simplement, se disent qu'il faut imaginer autre chose.

Le Sénat est l'assemblée qui ne peut ignorer les inquiétudes et les difficultés des élus locaux. Le Sénat a le pouvoir de promouvoir des lois progressistes en faveur de la citoyenneté, des services publics, de la liberté d'action des collectivités territoriales en responsabilité, de la décentralisation, de la coopération choisie pour des projets d'intérêt général, d'un État solidaire des territoires et garant de leur égalité, de l'autonomie des collectivités, d'un véritable statut de l'élu. Les élections sénatoriales en 2017, au mode de scrutin indirect, après les législatives seront un rendez-vous politique d'importance.

Pour cette majorité populaire, puis législative, l'élection présidentielle est un moment décisif

Nous devons agir pour déjouer avec notre peuple le piège qui lui est tendu. Les institutions et le mode de scrutin sont faits pour empêcher le changement, et ces mécanismes se sont encore aggravés du fait de la crise politique et démocratique profonde traversée par notre République. Face à cela, nous voulons faire grandir une démarche collective, populaire, citoyenne. Il s'agit de relancer une dynamique d'intervention populaire, pour qu'un-e candidat-e de gauche puisse représenter les

intérêts et les aspirations populaires dans cette échéance et qu'il puisse les faire triompher du néolibéralisme et du néonationalisme. C'est un objectif politique de haut niveau, qui est la meilleure voie, selon nous, pour éviter de subir cinq années supplémentaires la violence de la domination des forces de la finance.

L'idée se répand selon laquelle il n'y aurait rien à attendre de 2017. Nous refusons résolument cette fatalité.

C'est pourquoi nous n'avons pas fermé la porte au processus de primaire de gauche. Cette démarche a ouvert le débat à gauche. Dès les premiers mois du quinquennat, nous n'avons eu de cesse de réclamer l'ouverture d'un vrai débat. C'est plus que jamais une urgence. Nous voulons l'ouvrir dès aujourd'hui avec notre peuple. La démarche des primaires peut contribuer à le faire grandir. Raison de plus pour l'investir, avec nos propositions, et le faire progresser en le rendant populaire. Il peut être un moyen utile à ce que nous voulons : écarter l'impasse Hollande, Valls et consorts par l'émergence d'une autre voie à gauche, que nous voulons rendre incontournable. La réussite de ce processus passe par une démarche réellement collective, populaire et citoyenne. Le PCF est prêt à s'y engager.

Nous voulons qu'il réussisse pour faire émerger, pour l'élection présidentielle, une candidature commune qui bouscule la donne, qui relance une gauche de rupture avec la politique suivie depuis 2012, de rupture avec l'austérité et les recettes libérales. Et une gauche qui crée la surprise et gagne.

Nous proposons dans un premier temps l'élaboration citoyenne d'une plateforme commune qui soit le socle d'entrée de la primaire pour les candidates et les candidats comme pour les électrices et électeurs. Il s'agit pour nous d'assurer à cette primaire son caractère de gauche et écologiste. Nous proposons que ce cadre politique porte autour de 4 grands axes structurants :

L'Europe

C'est quoi être de gauche face aux enjeux européens ? Au moment où se négocient des traités comme le TAFTA, où des traités sont mis en cause et doivent être renégociés comme l'espace Schengen, le pacte de stabilité, le TSCG, ainsi que la politique commune agricole, la politique de défense, la politique migratoire, la politique monétaire et le rôle de la BCE, les candidat-e-s à la primaire doivent annoncer leurs propositions pour rompre avec l'austérité et engager l'Union européenne dans une nouvelle voie de progrès social.

Le pouvoir sur l'argent

Être de gauche et écologiste, n'est-ce pas se battre contre la dictature des marchés financiers et conquérir les pouvoirs citoyens sur l'argent au moment où une crise systémique est à l'œuvre, où les inégalités en France comme dans le monde sont de plus en plus criantes ? Qu'est-ce qu'une politique de gauche et écologiste ? Pour la jeunesse, les femmes, les hommes, quelles politiques de réponse aux besoins vitaux : énergie, alimentation, eau, transport, santé, vieillissement ? Quelles politiques énergétiques ? Quelles politiques alimentaires ? Quelles réformes de la fiscalité mettre en place ? Selon quels principes ? Comment réorienter l'euro, les banques, le crédit pour les collectivités locales, les entreprises, les particuliers, pour l'emploi et l'efficacité sociale ? Face à l'urgence environnementale, comment inventer une nouvelle économie plus solidaire, sociale et écologiste ?

Démocratie politique et sociale

C'est quoi être de gauche face à la crise de régime ? Devenir président-e de la République c'est accéder au pouvoir institutionnel : Quelles mesures seront réellement prises pour changer la Constitution ? Comment le/la président-e de la République respectera ses engagements, alors que depuis 1981, chaque président a reporté le droit de vote aux étrangers et refuse de faire appliquer la proportionnelle ? Comment garantir aux citoyen-ne-s dans leurs lieux de vie et aux salarié-e-s sur leur lieu de travail plus de droits démocratiques, l'égalité entre les femmes et les hommes ?

Changer la vie

Et être de gauche pour changer la vie ? Manger à sa faim, se soigner, avoir un logement, un travail bien rémunéré, permettre à ses enfants d'accéder à une bonne éducation, vivre en sûreté et sécurité, semblent des objectifs simples, et pourtant... La situation s'est dégradée pour la très grande majorité des habitants de notre pays. Nos enfants vivront plus mal que leurs parents si rien n'est fait. Face à la casse de l'emploi, à la révolution numérique, un autre mode de sécurité sociale doit pouvoir s'inventer, assurant dans une continuité de revenus et de droits, et sans passage par le chômage, une alternance entre emploi et formation, pour un nouvel emploi correctement rémunéré, durant toute la vie active, à chaque individu. Le triptyque républicain : Liberté-Égalité- Fraternité doit être réaffirmé dans les mots et dans les actes. Les candidat-e-s donneront leurs visions, leurs propositions et indiqueront leurs chantiers prioritaires.

Les candidats acceptant ce mandat populaire, débattront publiquement en exposant leurs propositions pour le mettre en œuvre. Le choix des citoyens se portera alors sur le candidat le mieux à même selon eux, par ses engagements, de réaliser ce mandat populaire. Dans ce cadre, le PCF pourrait alors présenter ou soutenir un-e candidat-e. Les communistes auront à le décider souverainement dans le cadre d'une consultation. De bout en bout, ce processus est celui du débat et d'un choix d'idées et de contenus et jamais un simple casting. Tout ce qui nourrirait le présidentialisme condamne à l'échec.

Nous ne voulons pas d'une bataille de personnes qui divise, nous voulons un débat d'idées qui unit

Nous formulons ces propositions pour la réussite du processus de primaires de gauche et redonner espoir au pays.

Nous voulons que le maximum de celles et ceux qui souhaitent une candidature de gauche, en rupture avec ce qui a été fait depuis 2012, s'investissent dans ce processus collectif. Nous appelons l'ensemble des forces du Front de gauche à s'y engager. Notre action commune constitue un gage de réussite. Jean-Luc Mélenchon propose sa candidature. Nous souhaitons que la dynamique que nous engageons le conduise à s'inscrire dans un cadre collectif sans lequel une candidature en rupture avec l'austérité et le libéralisme n'a aucune chance de succès.

Cette démarche que nous voulons impulser, les objectifs de rassemblement gagnant de toutes les forces de gauche et citoyennes que nous visons, participent à la construction d'une alternative à une candidature qui se fixerait l'objectif de poursuivre ce qui a été fait par le Président de la République et le gouvernement depuis 2012. .

Les communistes mesurent l'ampleur des efforts à accomplir : il s'agit en quelques mois de remobiliser dans une démarche nouvelle des millions de femmes et d'hommes aujourd'hui mis hors-jeu par la politique du Président de la République et du gouvernement. Mais cet objectif est à la hauteur des enjeux. La société française va être secouée par des changements considérables. Tous les ingrédients d'une nouvelle crise financière, de plus grande ampleur encore que celle de 2008, sont en place et les économistes prédisent son déclenchement dans les trois années qui viennent. La crise climatique est un défi majeur auquel nous sommes aujourd'hui confrontés. Le travail, l'emploi sont secoués par la révolution numérique. Le danger terroriste est prégnant, nourri par les interventions armées extérieures et les déchirements de notre société. La souffrance démocratique exige une nouvelle ère de nos institutions. Ces défis appellent des solutions à contre-pied des logiques libérales et capitalistes.

Pour les communistes, 2017 ne peut pas être la reproduction des élections présidentielles précédentes. Et il s'agit dans les législatives de construire une majorité nouvelle pour mettre en œuvre une politique solidement ancrée à gauche. Et pour la présidentielle aboutir au choix citoyen d'une candidature capable de gagner, de porter un mandat populaire pour relever les défis auxquels la France, l'Europe et le monde sont confrontés.

Le Congrès aura à se prononcer sur nos objectifs et sur nos choix stratégiques pour 2017. Il adoptera un calendrier de consultation pour la ratification à l'automne par tous les adhérents de notre décision pour l'élection présidentielle et les élections législatives.